

**01.04 Stéphane Crusnière (PS):** Merci, monsieur le ministre, pour cet éclairage.

Effectivement, on peut regretter que certains amalgames dans les prisons entraînent de plus en plus de tensions. Ce n'est pas uniquement le cas à Iltre, mais bien évidemment dans d'autres prisons aussi. Je vous posais une autre question sur le fonctionnement de l'aile pour détenus radicalisés, à laquelle vous ne m'avez pas répondu. Cela fait maintenant quelques mois que cette aile est ouverte. Je vous réinterpellerai sur ce sujet.

Ce qui m'a interpellé, dans les retours que j'ai eus sur ces incidents, ce sont le propos des gardiens. Vous avez peut-être entendu des propos similaires lors de votre récente visite, monsieur le président. Les gardiens nous disent que lorsque ce type d'incident intervient sous le préau, ils n'interviennent pas, parce qu'ils ne sont pas suffisamment nombreux pour faire face. Ceci est interpellant et il faudra, à un moment, porter un regard sur cette problématique et y répondre.

**01.05 Philippe Goffin (MR):** Merci, monsieur le ministre, pour votre réponse.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

**02 Question de M. Gilles Vanden Burre au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "les révélations de Mohamed Abrini sur les caches d'armes en Belgique" (n° 14810)**

**02 Vraag van de heer Gilles Vanden Burre aan de vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der Gebouwen, over "de onthullingen van Mohamed Abrini over de wapenbergplaatsen in België" (nr. 14810)**

**02.01 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen):** Monsieur le ministre, selon le compte rendu d'une des auditions du terroriste présumé Mohamed Abrini, auquel la rédaction de l'émission d'investigation *Pano* sur la VRT a eu accès, des armes destinées à perpétrer les attaques de Paris et de Bruxelles se trouveraient encore dans notre pays. Mohamed Abrini est, comme vous le savez, le troisième terroriste de l'aéroport de Zaventem, qui ne s'était finalement pas fait exploser. Il était parvenu à prendre la fuite, avant de se faire appréhender le 8 avril dernier.

Contrairement à Salah Abdeslam, qui préfère garder le silence, Mohamed Abrini a déjà fait plusieurs déclarations, notamment au sujet de caches ayant abrité des terroristes en Belgique. Le détenu a également déclaré que lui et d'autres complices se sont sentis pourchassés par la police. Le groupe a alors décidé de se scinder et de quitter la *safe house* de la rue Henri Bergé à Schaerbeek. Une partie de la bande s'est rendue dans une habitation située avenue de l'Exposition à Jette.

maatregelen hadden kunnen nemen, daarvan op de hoogte te brengen.

**01.04 Stéphane Crusnière (PS):** Het valt inderdaad te betreuren dat er meer en meer spanningen ontstaan in de gevangnissen omdat men individuen over dezelfde kam scheert.

Ik stelde u ook een vraag over de werking van de afdeling voor geradicaliseerde gedetineerden, waarop u me niet hebt geantwoord. Ik zal daar later op terugkomen.

Dat de bewakers na dat incident zeiden dat ze niet optreden in zulke gevallen omdat ze niet voldoende talrijk zijn, is me bijgebleven. Ook voor dat probleem zal er een oplossing moeten komen.

**02.01 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen):** Het programma *Pano* op de VRT kon het verslag inkijken van een verhoor van terreurverdachte Mohamed Abrini waarin die het heeft over safehouses waar terroristen in België onderdoken en over wapenvoorraden van dat terreurnetwerk die zich nog op meerdere plaatsen in Brussel en België zouden bevinden.

Mohamed Abrini vertelt ook dat ze een van hun safehouses verlieten nadat ze een bericht vanuit de gevangenis kregen, omdat het voor hen te gevaarlijk werd om op die plek te blijven.

Durant son interrogatoire, Mohamed Abrini aurait déclaré: "Le frère d'Ibrahim El Bakraoui m'y a déposé. Salah, je sais qu'il est parti vers une autre adresse pour se cacher, mais où, je ne sais pas". Selon lui, des messages envoyés depuis une prison les ont prévenus de nouvelles actions policières: "Nous avons alors quitté notre cachette à Jette, car un message venant d'une prison nous a sommés de partir parce que cela devenait trop chaud". Par ailleurs, toujours d'après Abrini, le réseau terroriste posséderait encore des armes dissimulées dans un box de voiture. Je cite de nouveau les supposées déclarations d'Abrini: "Je vous confirme qu'il y avait des armes dans tous les appartements. (...) Elles ont été récupérées un ou deux jours avant les attentats de Bruxelles. C'est Khalid El Bakraoui qui les a déplacées. Je sais qu'il avait un box de garage où il cachait du peroxyde d'hydrogène et d'autres affaires. Mais je ne sais pas où se trouve ce box ni ce qu'il contient précisément. (...) Il y a trois ou quatre Kalachnikov, un fusil à air comprimé, et des explosifs C-4. Il a tout embarqué dans un sac".

En juin dernier, le parquet a perquisitionné 152 boxes de garage à Bruxelles - sans succès. Dans le reportage de *Pano*, le directeur de l'OCAM, Paul Van Tigchelt indique encore qu'aujourd'hui, il ne peut pas exclure la présence d'armes et d'explosifs à Bruxelles ou ailleurs dans notre pays.

Monsieur le ministre, ces révélations m'amènent à vous poser les questions suivantes. Tout d'abord, comment un compte rendu d'audition de Mohamed Abrini a-t-il pu se retrouver dans les mains d'un organe de presse? En effet, tout ce dont je viens de vous parler ressort des informations diffusées par l'émission d'investigation *Pano*.

Confirmez-vous les déclarations qui ont été faites par Abrini? A-t-on identifié les sources provenant des prisons qui ont informé les présumés terroristes, tel que relaté par Abrini? Les armes dont parle Abrini ont-elles été retrouvées? Quel plan d'action a été mis en place pour retrouver les armes et les explosifs qui sont en circulation illégale sur notre territoire?

**02.02** **Koen Geens**, ministre: Monsieur le président, monsieur Vanden Burre, en ce qui concerne les faits liés à l'enquête relative aux attentats et les fuites éventuelles dans la presse, le secret de l'enquête et la séparation des pouvoirs ne me permettent pas de faire de déclarations à ce sujet.

En ce qui concerne la violation du secret d'enquête et du secret professionnel, je suis partisan d'un relèvement substantiel du taux de la peine à l'article 458 du Code pénal et, dans le même temps, de l'ajout de la violation du secret de l'enquête pénale à la liste des mesures d'écoute de l'article 90ter du Code d'instruction criminelle.

J'ai l'ambition de proposer les modifications législatives nécessaires par la voie d'amendements dans le cadre de l'examen prochain de la loi pot-pourri IV.

En ce qui concerne vos questions portant sur la détention d'armes, de munitions et d'explosifs, je tiens tout d'abord à faire référence à l'élargissement déjà réalisé de l'article 90ter du Code d'instruction criminelle, qui permet dorénavant d'effectuer des écoutes téléphoniques pour les infractions de fabrication et de détention

Het parket heeft in juni zonder succes 152 garageboxen in Brussel uitgekamd en in de reportage stelt de directeur van OCAM dat hij niet kan uitsluiten dat er nog wapens en explosieven in België verborgen zijn.

Hoe kon een verslag van een verhoor van Mohamed Abrini in handen vallen van de redactie van een tv-programma?

Kunt u de verklaringen van Abrini bevestigen? Werd er achterhaald wie de vermeende terroristen vanuit de gevangenis heeft geïnformeerd? Werden de vermelde wapens gevonden? Welk actieplan werd er ontwikkeld om de illegaal op ons grondgebied circulerende wapens en explosieven op te sporen?

**02.02** **Minister Koen Geens**: Gelet op het geheim van het onderzoek en de scheiding der machten kan ik niet antwoorden op de vragen over het onderzoek naar de aanslagen en de mogelijke perslekken.

Ik zal de nodige wetswijzigingen voorstellen teneinde de strafmaat in geval van schending van het beroepsgeheim en van het geheim van het onderzoek bepaald bij artikel 458 van het Strafwetboek te verhogen en dat laatste toe te voegen aan de lijst van afluistermaatregelen vastgelegd in artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering.

Artikel 90ter van het Wetboek van

illégalles d'armes. J'ai, en outre, relancé le Comité de concertation interfédéral pour la lutte contre la production et le commerce illégaux d'armes. En collaborant avec tous les acteurs pertinents, il est possible de mettre en place une approche pluridisciplinaire, qui consiste, entre autres, en un échange mutuel d'informations et de recommandations stratégiques concrètes.

Par ailleurs, le projet de loi modifiant la loi sur les armes est en phase finale des discussions au vu de sa première lecture. Il contiendra, notamment, une disposition relative aux chargeurs d'armes à feu afin qu'ils ne soient plus en vente libre sur le marché. Une lacune importante sera ainsi comblée.

Enfin, je tiens à faire référence à la proposition de loi introduite par les représentants Raf Terwingen, Servais Verherstraeten et Sonja Becq visant à instaurer un régime des repentis dans notre droit pénal. Je soutiens cette proposition dans certaines enquêtes pour lesquelles les autres méthodes d'investigation sont épuisées. Un tel régime peut faire en sorte que des informations cruciales, par exemple sur des caches d'armes, soient fournies à la justice.

**02.03 Gilles Vanden Burre** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

En effet, les fuites concernant l'enquête sont très préoccupantes. Je siége moi-même dans la commission d'enquête qui fait suite aux attentats du 22 mars et, trop souvent, il faut utiliser la presse pour avoir des informations fiables, car nous-mêmes n'y avons pas accès. C'est préoccupant.

Par ailleurs, la circulation et le trafic illégal d'armes est aussi une vraie préoccupation. Mon groupe l'a dénoncée depuis même les attentats parisiens de Charlie Hebdo. Des propositions de loi sont actuellement discutées en commission de Lutte contre le terrorisme. J'espère que vous pourrez les soutenir le moment venu, parce que la lutte contre le trafic illégal d'armes en Belgique est une priorité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. On sait que notre pays est une plaque tournante dans ce trafic.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

### **03 Questions jointes de**

- M. **Éric Massin** au ministre de la Justice sur "l'application de la transaction pénale en 2011" (n° 15027)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "le dossier du Kazakhgate et l'appel introduit par le parquet le 22 février 2011" (n° 15140)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "le pilotage de l'enquête relative au Kazakhgate" (n° 15141)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "le contenu de la transaction pénale conclue le 17 juin 2011 par le parquet de Bruxelles dans le dossier Chodiev" (n° 15142)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "la rédaction du texte de la transaction pénale conclue le 17 juin 2011 par le parquet de Bruxelles dans le dossier Chodiev" (n° 15143)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "les circonstances exceptionnelles qui auraient justifié la transaction pénale dans le dossier Chodiev" (n° 15144)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "les transactions pénales amiables conclues depuis la modification de l'article 216 bis du Code d'instruction criminelle" (n° 15145)
- M. **Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "la position du parquet général dans le dossier

strafvordering staat nu telefoontap toe in geval van illegale wapenproductie en -bezit. Daarnaast heb ik het Interfederale overlegcomité ter bestrijding van de illegale wapenproductie en -handel nieuw leven ingeblazen teneinde tot een multidisciplinaire benadering te komen.

Tot slot steun ik het wetsvoorstel tot invoering van een spijptantenregeling in ons strafrecht voor onderzoeken waarin alle andere opsporingsmethodes zijn uitgeput. Zo'n regeling zou het gerecht cruciale informatie kunnen opleveren.

**02.03 Gilles Vanden Burre** (Ecolo-Groen): De lekken in het onderzoek zijn inderdaad zorgwekkend.

Wat het in omloop zijn en de handel in illegale wapens betreft, hoop ik dat u de wetsvoorstellen die in de commissie Terreurbestrijding worden besproken zal steunen, want de strijd tegen de illegale wapenhandel hangt samen met de strijd tegen het terrorisme.